

# La ligne claire

## Signataires :

ALAUX Sylviane, CR Aquitaine, ALFONSI Robert, Premier Secrétaire Fédéral du PS Var, AMIRATY Christian, Maire - VP Communauté urbaine (13), ANDRIEUX Sylvie, Députée - VP CR PACA, ARTIN Brigitte, CM Haute Alpes, AUBRY Françoise, Maire-Adjoint Noisel, AVOCAT Christian, Président de Grand Roanne Agglomération-CR Rhône Alpes, BARBAROUX Guy, Adjoint Auriol, BENARIOUA Rêbia, CG (13) - CM Marseille, BENJELLOUN Omar, Membre du Conseil national de l'USFP, BERTRAND Gérard, CR Rhône Alpes, BESSON Jean, Sénateur de la Drôme-VP CR Rhône Alpes, BIGOT Jacques, Maire d'Ilkirch-Président de la CU de Strasbourg, BISMUTH Gérard, VP Commission Nationale des Conflits, BLACHIER Romain, Adjoint au Maire Lyon 7e -Secrétaire de section 7e -Secrétaire fédéral, BLEIN Yves, Maire Feyzin - VP Grand Lyon, BOUDINEAU Isabelle, 1ère Adjointe de Bègles, BRET Jean-Paul, Maire de Villeurbanne, BURNOUF Hervé, CM Tourlaville, BUTIN Thierry, Maire Corbas, CALMETTE Alain, Maire Aurillac - CG - VP Communauté d'Agglomération d'Aurillac, CANAL Jean Louis, Maire Rousset - CR (13), CASELLI Eugène, Président CU Marseille, CIOT Jean-David, Président de la Commission nationale du contrôle financier, COLLOMB Gérard, Sénateur - Maire de Lyon, CORSAN Jean Jacques, CR Aquitaine, COULON Christian, Maire Lyon 8e - CG Rhône, CREDOZ Pierre, Maire Décines - VP Grand Lyon, CRESSON Edith, Ancien Premier Ministre, DARNE Jacky, Maire-Adjoint Rillieux la Pape - VP Grand Lyon, DA SILVA Carlos, CG Essonne, DAVID Guy, Maire Saint Germain au Mont d'Or, DAVID Martine, Maire Saint Priest, DEGRUELLE Christophe, Président d'Agglopolys, DESROCHE Laure, Maire Roanne, ESNOL Philippe, Maire Conflans Ste Honorine, ECENARRO Kotte, CG 64, FABRE David, Président groupe élus socialistes -Secrétaire de section, FANELLI Nicole, Maire Salernes - CG Var, FELTESSE Vincent, Président CU de Bordeaux, FERREZ Guy, Maire d'Auxerre - VP CR Bourgogne, FLACONNECHE Jean Pierre, Maire Lyon 7è - CG Rhône, GAIA Robert, Secrétaire Fédéral du Var, GALIANA Olivier, CR Ile-de-France -Maire-Adjoint Taverny, GAUQUELIN Renaud, Maire Rillieux la Pape - CG Rhône, GERMAIN Jean, Maire Tours-Président Communauté d'Agglomération - 1er VP CR Centre, GHALI Samia, Maire 8e secteur Marseille - VP CR PACA, GILLET DE THOREY Sylvie, Maire Meythet (73) - VP CR Rhône Alpes, GIRAUD Jean-Paul, Président de l'UDES 38, GRENET Jean-Paul, Secrétaire de section Meythet, GUERBETTE Frédéric, CR PACA, GUERINI Jean-Noël, Président de CG Bouches du Rhône - CM Marseille, HERVIAUX Odette, Sénatrice - VP CR Bretagne, HOVSEPIAN Garo, Maire 7e secteur Marseille, JIBRAYEL Henri, Député, JULIEN-LAFERRIERE Hubert, VP Grand Lyon, KIMELFELD David, VP Grand Lyon - 1er Adjoint Lyon 4e, LAMOUREUX Chantal, CM Avignon - CR PACA, LATZ Mikael, Maire de Correns (83), LAUGIER Charles, CR PACA -Secrétaire fédéral Var, LE BRETON Philippe, Maire Joué lès Tours - 1er VP CG Indre et Loire, LE DRIAN Jean-Yves, Président CR Bretagne, LEBOEUF Brigitte, CM Grans-VP SAN Ouest-Provence, LEROUX Frédéric, Secrétaire section Champtoceaux, LOO Charles-Émile (13), MANDROUX Hélène, Maire Montpellier, MENNUCCI Patrick, Maire 1er secteur Marseille, MENUT Guy, Maire Solliès-Toucas (83), NARDUCCI Lisette, Maire 2e secteur Marseille - VP GC (13), NIVOUX Christine, Maire Veyles, PESSON Alexandrine, Maire Lyon 5è, PHILIP Thierry, Maire Lyon 3è - VP CR Rhône Alpes, POVINELLI Roland, Maire - GC Bouches du Rhône, RAIMONDI René, Maire Fos Sur Mer - CG 13 - 1er VP du SAN Ouest Provence, REPIQUET Jean-Pierre, CM La Ciotat - Conseiller communautaire Marseille Provence, RICART Michel, Président Agglomération de Marne La Vallée - Val Maubuée, RICCIARELLI Julien, Militant Alpes de Haute Provence, ROUSSET Alain, Député-Président CR Aquitaine, RUNEL Sandrine, CG Rhône, SECHERESSE Jean-Yves, VP Grand Lyon, SERRES Paul, Maire Mions, SPORTIELLO Josette, CR PACA - CG (13), STURLA Jérôme, CG Rhône - 1er Adjoint Décines, TOURAINE Jean-Louis, Député, TOURNEBIZE Philippe, 1er Adjoint Lyon 8, UBAUD Jean Louis, CG Rhône - CM Oullins, VALLS Manuel, Député - Maire d'Evry, VAUZELLE Michel, Président CR PACA, VINCENT Maurice, Maire Saint Etienne, WEYGAND Félix, CG (13) - CM Marseille.

## L'urgence de notre congrès : faire émerger une pensée réformiste

Si nous nous sommes rassemblés pour écrire cette proposition, c'est que le Congrès de Reims nous semble démarrer sous de mauvais auspices.

Ce Parti, nous l'aimons. Nous voulons qu'il gagne !

Pour cela, il faut fédérer, rassembler, réfléchir ensemble, c'est pourquoi, rien ne serait pire que de nous engager, quatre ans à l'avance dans un combat qui n'aurait d'autre objet que de "pré désigner" notre candidat.

D'abord, pour garantir le bon déroulé du congrès : les manœuvres d'appareil risqueraient autrement de l'emporter sur le débat d'idées. Ensuite parce que, pendant quatre ans, le PS courrait le risque de s'autodétruire dans un combat de personnes. Or, aujourd'hui l'enjeu essentiel est de définir une ligne politique claire susceptible d'être entendue des Français.

Commençons donc par tirer les enseignements de notre histoire.

Nous avons compris désormais que ce n'est pas d'abord la personnalité de nos candidats qui les a fait perdre lors de la dernière élection présidentielle. Il ne pouvait y avoir plus différents que Lionel JOSPIN et Ségolène ROYAL.

Ce qui nous a conduits à l'échec, c'est l'absence de lisibilité de nos propositions. Les Français, plongés dans un environnement qui les inquiète, et semble les placer sur la voie de la régression, ne nous ont pas fait confiance pour répondre aux enjeux du monde d'aujourd'hui.

Ce qu'ils attendent du Parti Socialiste, ce n'est donc pas, comme certains le suggèrent, qu'il radicalise encore son discours mais qu'il prenne en compte les changements du monde d'aujourd'hui et qu'il soit à même d'apporter une réponse concrète pour améliorer leur vie quotidienne.

La Gauche a longtemps vécu sur un certain nombre de certitudes. Elles se sont effondrées.

L'utopie communiste incarnée dans les pays du socialisme réel s'est abîmée dans un double naufrage : naufrage des libertés et naufrage lié à son incapacité à supporter la concurrence avec l'économie de marché.

La pensée social-démocrate dont nous sommes issus a été évidemment beaucoup plus fertile dans sa volonté d'intégrer libertés, justice sociale et performance économique. Son modèle en a été la « Social-démocratie » scandinave. Il a marqué une partie des pays européens. Mais l'internationalisation de l'économie et par voie de conséquence, les limites des politiques économiques développées dans le cadre de l'Etat Nation sont venues en marquer les limites. D'une certaine manière, l'histoire de notre parti en est une parfaite illustration : arrivés au pouvoir sur des politiques de relance, nous

avons finalement été contraints d'accepter le « tournant de la rigueur » qui ne marquait pas une simple parenthèse mais actait un tournant dans l'état du Monde.

Être de Gauche, être Socialiste suppose d'abord de penser le monde dans lequel nous vivons pour ne pas être contraints de subir « le cours logique du monde tel qu'il va ».

Nous continuons à être portés par un idéal de progrès, de justice sociale, d'épanouissement de la personne humaine. Nous ne nous résignons pas à accepter le monde tel qu'il est aujourd'hui. Nous voyons bien chaque jour l'inquiétude de couches moyennes de moins en moins confiantes dans leur avenir et leurs difficultés quotidiennes pour trouver un emploi ou même un toit. Plus grave, nous sentons le recul constant des valeurs de solidarité, de respect, de service (notamment public) dans notre société. Nous voyons bien que la France vit une crise culturelle de ses valeurs républicaines fondatrices.

Le culte de l'argent et de la réussite individuelle ne peuvent résumer seuls l'avenir d'un pays, en fonder le lien social. Portant plus loin notre regard, nous mesurons l'ampleur des inégalités qui se creusent partout entre les pays mais aussi, de plus en plus, à l'intérieur de chaque pays.

C'est forts de nos expériences qu'il nous faut désormais « penser le monde en mouvement » pour regagner l'hégémonie intellectuelle. Elle seule nous permettra de gagner les nouvelles batailles politiques. Nous voulons que le Parti Socialiste redevienne le parti de la pensée. Une pensée que nous avons délaissée depuis trop longtemps et qui pourtant s'impose. Car nous savons tous qu'une page s'est tournée. A ne pas le faire, nous devenons conservateurs. A ne pas le faire, nous perdons notre capacité à dessiner des perspectives. A ne pas le faire, nous laissons des femmes et des hommes désabusés quant aux propositions que nous leur présentons.

Certains sont dès lors tentés par les discours de radicalité que peut leur tenir l'extrême gauche. Non qu'ils croient en la capacité de celle-ci à proposer un projet alternatif à l'ordre (ou plutôt au désordre du monde actuel) mais ce radicalisme leur apparaît le plus susceptible de porter leurs protestations devant une réalité porteuse de régression pour leur propre vie et pour celle de leurs enfants. L'histoire nous le montre, c'est toujours quand les Socialistes sont faibles que se développent des discours radicaux.

Une autre partie de nos concitoyens, lassés de nous entendre répéter les mots anciens, sera tentée par le discours réformiste de François Bayrou. C'est déjà largement ce qui s'est passé lors de la dernière présidentielle.

Il est donc urgent que le Parti Socialiste redécouvre un langage conquérant adapté au monde d'aujourd'hui. C'est de cette manière que nous retrouverons le meilleur de la tradition du socialisme : celui d'un socialisme clairement réformiste. Il nous faut pour cela redonner un sens au beau mot de réforme et non le laisser détourner comme on a tenté de le faire avec les noms de Jean Jaurès ou de Guy Môquet.

Le dilemme devant lequel nous sommes, le décalage entre des discours anciens et un monde qui change n'est pas nouveau, il a marqué toutes les étapes de l'histoire du socialisme.

Ce fut l'apport fondamental d'un Jaurès capable de transgresser un socialisme figé pour intégrer les valeurs de la République dans la pensée socialiste. Ce fut son combat en faveur des Dreyfusards dont il a montré qu'il n'était pas un combat bourgeois mais un combat pour l'Homme auquel les Socialistes se devaient de participer. Ce fut, à l'intérieur du mouvement social-démocrate, l'intégration de poli-

tiques keynésiennes pour construire des politiques économiques conjuguant justice sociale et efficacité économique.

Le temps est venu d'affirmer un nouveau réformisme capable de prendre en compte le mouvement du monde d'aujourd'hui :

- celui des révolutions scientifiques et techniques qui marquent notre époque,
- celui d'une globalisation économique qui bouleverse les rapports entre les acteurs économiques et politiques,
- celui de l'émergence de nouveaux pays qui jouent un rôle grandissant sur la scène mondiale,
- celui des déséquilibres démographiques qui marquent notre planète et viennent percuter de plein fouet chacun de nos pays,
- celui de ce « moment écologique » où pour la première fois l'homme se trouve confronté à un monde fini et à des ressources limitées, celui enfin du changement de nos modes de vie que ces différents facteurs ont révolutionné.

### ***Une démarche portée par les acteurs locaux***

**Cette volonté réformiste affirmée, on pourrait nous demander en quoi notre position de responsables locaux de villes, de départements et de régions, nous donne quelque légitimité à la porter.**

**Ce serait ignorer ce qu'est la réalité de nos villes, de nos départements, de nos régions aujourd'hui, ce serait méconnaître une histoire dont ils ont toujours été porteurs.**

Dans son livre "Le pouvoir des villes", l'urbaniste Jean Haëntjens reprend une expression de Fernand Braudel sur les "Villes lièvres" et "l'Etat tortue". Fernand Braudel résume parfaitement l'une des caractéristiques majeures de notre système politique européen : les États ont la puissance ; les villes et les territoires ont la créativité.

Depuis l'Antiquité grecque, les Cités ont toujours été à la pointe de l'innovation. Ce sont elles qui ont été à l'origine des deux principaux piliers de notre monde occidental : démocratie et échange marchand.

La capacité inventive des villes tient d'une certaine manière aux mêmes raisons que celles des PMI : réactivité, souplesse, positionnement concurrentiel, capacité à créer du désir.

L'essor des villes et des territoires régionaux a d'ailleurs toujours été concomitant de cycles d'innovations technologiques. Les territoires urbains ont donc toujours joué un rôle novateur, chaque fois que la société doit changer de modèle de référence. Tout indique que nous sommes engagés, depuis les années 1980, dans un troisième cycle d'un renouveau des pouvoirs locaux correspondant à la nouvelle révolution scientifique en cours. Les villes sont à nouveau en mouvement. Nous sommes donc aujourd'hui en première ligne pour inventer un nouveau modèle de développement durable sur le plan économique, social et écologique.

Ce renouveau se traduit partout dans le monde par un accroissement significatif des compétences des villes, par un foisonnement d'innovations dans tous les domaines : innovations économiques, lutte contre le réchauffement climatique, recherche d'une nouvelle cohésion sociale, mise en place de formes plus abouties de démocratie participative.

C'est pourquoi nous nous sentons fondés à intervenir dans le débat

politique national pour contribuer à inventer, à partir de notre expérience de la gestion de nos territoires, un projet nouveau prenant en compte les mutations du monde. Car ces mutations, nous en sommes à la fois, au niveau local, les premiers spectateurs et même les premiers acteurs.

## **1. L'apparition d'un monde nouveau**

**C'est bien un monde nouveau dans lequel nous vivons aujourd'hui, un monde qui n'a plus qu'un rapport lointain avec celui dans lequel nous avons vécu jusque dans les années 70-80.**

Ce monde a en effet connu trois grands chocs qui l'ont totalement transformé.

a) Des révolutions scientifiques : nouvelles technologies de l'information et des communications, bio et nanotechnologies qui nous ont fait entrer dans un nouveau format historique qui a bouleversé l'ensemble de nos repères à l'espace, au temps et même au vivant : avec une accélération induite par les NTIC dans tous les autres champs de la science, avec un rétrécissement de l'espace qui fait que nous vivons aujourd'hui dans un seul et même monde, avec un changement de la nature même du vivant permis par les manipulations génétiques.

b) Une globalisation dans laquelle de nouvelles forces sont apparues : avec des multinationales qui ont dépassé les États et déployé leur projet économique au niveau du monde entier, avec l'apparition de fonds de pension qui sont devenus les premiers investisseurs contribuant à la volatilité financière qui fragilise aujourd'hui le système économique mondial, mais surtout avec l'émergence sur la scène internationale de nouveaux pays qui bouleversent l'équilibre du monde.

En 90, après la chute du mur de Berlin et la fin du communisme, on nous annonçait la fin de l'histoire, les faits avaient tranché, le capitalisme et l'Occident avaient gagné. On ne séparait pas alors ces deux termes.

Aujourd'hui de nouvelles puissances sont apparues qui n'ignorent rien du capitalisme - y compris financier - alors que l'Occident semble hésiter entre deux systèmes de pensée : régler tous les problèmes par la force (Etats-Unis) ou bien se payer de mots sans pouvoir peser sur la scène internationale (Europe).

La victoire sur « le péril communiste » a vécu et d'autres périls menacent : terrorisme identitaire, incapacité à trouver les bases d'une entente commerciale, mouvements spéculatifs des fonds de pensions qui amènent l'éclatement de bulles spéculatives susceptibles de nous entraîner dans une récession profonde.

c) L'émergence de l'urgence écologique : la montée en puissance de notre système productif étendu aux pays émergents a abouti à un phénomène unique dans l'histoire des hommes : depuis les années 50, l'impact de nos activités sur la biosphère devient suffisamment massif pour en dérégler les grands mécanismes régulateurs, et en surexploiter les ressources finies. Il se produit des dégradations globales que nous ne savons réparer. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère que le sociologue André Micoud appelle le « moment écolo-

gique » : celle de la gestion et de la régulation du vivant où la question de la vie devient la question majeure, où nous devons changer de vision du monde pour passer d'un système à un autre, d'un monde où l'homme était maître et possesseur de la nature, où il ne sera qu'un vivant parmi les vivants, responsable des conditions de tous.

Cette fin d'un monde ancien qui s'incarna largement dans le monde des Trente Glorieuses nous inspire encore beaucoup de nostalgie. Pourtant aujourd'hui il est définitivement périmé. Nous avons vu sa chute s'incarner dans nos territoires. Nous avons vu la fermeture de nos entreprises victimes d'un modèle industriel vieilli ou de la concurrence des pays émergents.

Nous avons vu l'État devenir de moins en moins capable de réguler une économie qui s'internationalisait.

Nous avons vu notre système d'État Providence se gripper peu à peu et perdre de son caractère opérationnel.

Nos villes, nos départements et nos régions en ont longtemps porté les cicatrices !

Mais nous savons aussi que si l'on peut regretter cette époque, on n'y reviendra pas et qu'il nous faut donc redéfinir ce que peut être aujourd'hui une politique de gauche dans une économie mondialisée et dans un monde dont on sait désormais que les ressources sont finies, où l'homme a une réelle responsabilité vis-à-vis de l'avenir des générations futures.

Il nous faut le faire en ouvrant un large débat parmi les socialistes et leurs sympathisants.

Il nous faut le faire en prenant enfin en compte les analyses d'intellectuels et d'experts qui, depuis des années, tentent de nous alerter sur la voie à suivre pour réduire la dette publique, pour aborder avec lucidité le problème des retraites, du vieillissement de la population ou encore des défis climatiques et écologiques.

Dans cette redéfinition, nous entendons rester fidèles aux valeurs qui fondent le socle du Parti socialiste : celles du progrès, de la justice sociale et de l'épanouissement de la personne humaine. Il s'agit toujours pour nous, comme l'avait dit Jaurès, de « prendre en compte le Réel pour aller à l'Idéal ».

### **1.1 Affronter la mondialisation**

**Le réel aujourd'hui, c'est la mondialisation dont les caractéristiques se complexifient chaque jour.**

Dans ce paysage en constante mutation, l'avenir pour notre pays peut paraître assombri - notre PIB par habitant est aujourd'hui de 30% inférieur à celui des Etats-Unis. Le retard de croissance cumulé depuis 1991 représente pour chaque Français un manque à gagner de 1800 euros par an, soit 15 % du SMIC net annuel. Notre économie repose très largement encore sur des produits de moyenne, voire de basse technologie, en concurrence avec ceux des pays émergents et s'engage ainsi dans le cercle vicieux de la paupérisation : délocalisation, pression sur les bas salaires et les droits sociaux, désinvestissement dans la formation, dégradation de l'environnement.

S'ils veulent pouvoir porter un projet de défense du pouvoir d'achat, de maintien de la protection sociale, les socialistes ont

donc à dire comment la France peut réagir. Et ils ne trouveront de crédibilité que s'ils opèrent une véritable révolution culturelle, notamment par rapport au monde de l'entreprise.

## **1.2 Maîtriser la dérive spéculative de l'économie internationale**

**Nous sommes fondés à dénoncer un certain nombre de dérives du monde actuel.**

- Une carence patente de la gouvernance dans le cas de la Société Générale et de EADS,
- La démesure de certains patrons lorsqu'ils s'accordent des revenus exorbitants alors même qu'ils prônent volontiers la rigueur pour les autres,
- Les parachutes dorés octroyés à ceux-là mêmes qui ont failli dans leur entreprise.

**Mais plus généralement, il nous faut constater que le passage d'un capitalisme industriel à un capitalisme financier pose un problème de fond.**

La crise des Subprimes, dont on a pu voir qu'elle n'était pas qu'un épiphénomène mais qu'elle pouvait déboucher sur une récession mondiale, en est bien sûr un exemple.

Plus généralement on peut s'inquiéter du mouvement de glissement des investissements, des grandes firmes multinationales au profit d'organismes financiers. Les premières réalisaient des investissements productifs. Les seconds visent à réaliser des plus-values à travers l'achat puis la revente à terme d'entreprises auxquelles ils n'apportent pas de valeur ajoutée mais dont ils peuvent au contraire entraîner la destruction d'une partie du capital productif.

L'époque est donc à la mise en place de nouvelles régulations dont sont d'ailleurs demandeurs les plus libéraux, dès lors que se retourne la conjoncture et que leurs placements spéculatifs tournent à la catastrophe.

L'époque est à la mise en place de dispositifs fiscaux qui orientent l'épargne nationale vers l'investissement en faveur de notre appareil productif.

La crise qui s'annonce aujourd'hui aidera donc ceux, qui comme nous, croient que l'économie mondiale a besoin d'une régulation globale.

## **1.3 Soutenir l'innovation**

**Notre discours serait plus entendu si nous savions, dans le même temps, affirmer le caractère essentiel des entreprises pour l'avenir de notre pays.**

### **a) L'économie de la connaissance :**

Car nous savons bien que, pour réussir, nous devons nous appuyer sur les entreprises, notamment pour faire émerger l'économie de demain, cette économie de la connaissance qui voit désormais la prééminence de la qualité sur la quantité, de l'innovation sur la rationalisation, de la souplesse et de la rapidité sur la rigidité. Une économie dont le facteur clé réside dans l'immatériel et où désormais le savoir-faire et la

capacité créative sont les principaux ingrédients d'un capital humain qui devient la ressource majeure de la réussite.

La gauche doit donc être au côté des créateurs. Elle doit porter une politique favorable à l'investissement des entreprises, celles qui font la croissance et ne se contentent pas de la rente.

La différence entre la prospérité et le déclin d'un pays se joue souvent dans les quelques points d'écart de croissance cumulés sur une période. D'un cycle à l'autre, notre économie ne doit pas manquer de ce supplément qui permet la création d'emplois durables, la soutenabilité de nos comptes publics, la préservation de notre modèle social et la compétitivité de nos entreprises.

### **b) L'importance des PME :**

Aujourd'hui, l'essentiel des créations d'emplois en France est réalisé par les PME, or celles-ci souffrent d'une politique économique et industrielle qui les ignore trop largement. Ce constat doit nous inciter à être à leurs côtés, à encourager notamment la croissance des entreprises moyennes qui peinent aujourd'hui à franchir le seuil critique qui leur permettrait de jouer dans l'économie française le même rôle que leurs homologues dans l'économie allemande, une économie qui a généré en 2007 un excédent de 200 milliards d'g quand dans le même temps la France connaissait un déficit de 40 milliards.

### **c) L'expérience locale :**

Ce discours-là, non seulement nous le tenons mais nous le mettons tous en pratique au niveau local :

- En développant des politiques favorables à la création d'entreprises que ce soit au niveau de l'incubation, du financement, d'un immobilier dédié, ou de dispositifs d'accompagnement,
- En essayant d'accompagner nos PME pour qu'elles passent à la dimension supérieure,
- En investissant dans des politiques d'innovation capables de nous différencier par rapport aux pays émergents.

C'est parce que nous partageons ce constat, en tant que responsables locaux que nous nous sommes engagés avec autant de force dans l'émergence des pôles de compétitivité.

Dans nos territoires, l'objet de notre action est global. Il s'agit à la fois :

- de réorienter nos secteurs industriels traditionnels en les fécondant par de nouvelles technologies,
- de nous positionner sur les technologies nouvelles (NTIC, biotechnologies, nanotechnologies, Cleantechs ...),
- de repenser aussi nos processus de production dans le sens du maintien voire de la relocalisation d'un certain nombre d'activités (cf. le nouveau modèle d'entreprise en réseau mis en place dans le secteur textile).

Ainsi, nous pourrions à la fois défendre nos marchés intérieurs et nous positionner sur les marchés extérieurs.

### **d) La mondialisation comme une opportunité :**

Nous n'oublions pas que si la mondialisation nous expose à la concurrence, elle peut aussi nous offrir des opportunités. Déjà, on

estime que 70 à 80 millions de personnes ont dans chacun des deux pays en émergence, Inde et Chine, un revenu équivalent au revenu moyen des pays européens les plus riches. C'est là, l'émergence d'une nouvelle classe moyenne accédant à un pouvoir d'achat mais aussi à un mode de consommation qui se rapproche des standards européens. Les pays émergents continuent par ailleurs à avoir un retard énorme en matière d'infrastructures, en particulier pour tout ce qui est équipement des grandes villes en matière de réseaux d'eaux, d'assainissement, de transports. Il y donc a de belles opportunités pour nos entreprises.

La mondialisation n'est donc pas forcément synonyme de pleurs et de douleur, elle peut permettre au contraire le progrès simultané des uns et des autres.

## **1.4 Investir dans l'Université et dans la Recherche**

**Tout le défi pour nous est de passer d'une économie d'imitation qui perd des emplois à une économie d'innovation qui crée de la richesse. Il suppose, bien évidemment un investissement massif dans l'enseignement supérieur et la recherche. Les socialistes se doivent donc d'être porteurs d'une politique ambitieuse en ce domaine.**

### ***a) Miser sur l'enseignement supérieur :***

La France consacre aujourd'hui 1,1% de son PIB à l'Enseignement Supérieur c'est-à-dire un montant inférieur de 25% à la moyenne des pays de l'OCDE, inférieur de 40% à la Suède et inférieur de 50% aux Etats-Unis. Le sous investissement dans l'enseignement supérieur se retrouve dans la recherche, où au cours de ces dernières années les crédits affectés à la recherche publique sont passés de 1% à 0,8% du PIB. Il nous faut donc donner une vraie priorité à la recherche publique mais aussi à la recherche privée en soutenant cette dernière par des mesures fiscales, en faisant surtout en sorte que tombent définitivement les barrières qui peuvent subsister entre les deux.

Notre outil de recherche et d'innovation doit trouver sa traduction en start-up. Là comme ailleurs l'exemple existe, il suffit de s'en inspirer et de mettre en place les synergies recherche / industrie. Elles font la force des pays scandinaves. Nous pourrions aussi nous inspirer d'un petit pays comme Israël qui, avec à peine 6 millions d'habitants, est classé deuxième au Nasdaq.

### ***b) Un système de recherche trop vertical :***

La science moderne fait appel à des disciplines différentes. Ses succès sont le résultat de coopérations interdisciplinaires. Il est urgent de décloisonner, de multiplier les occasions d'échanges et d'informations mais aussi de sensibiliser l'opinion, et en particulier la jeunesse, à l'intérêt de la science. Or, ce problème est fondamental quant on sait que la Chine produit aujourd'hui 500 000 ingénieurs par an et que la France et l'Allemagne réunies n'en produisent que 80 000. Les scientifiques français sont prêts à s'engager dans cette action. Il faut les mobiliser.

### ***c) Pour une recherche européenne :***

Il faut enfin donner à notre recherche une dimension européenne. Dans l'optique de la stratégie de Lisbonne qui a pris tant de retard,

il nous faut donc militer auprès des institutions communautaires pour un renforcement prioritaire des programmes de recherche et développement, en liaison avec les pôles de compétitivité. Car, en ne consacrant que 1,85 % du PIB à la recherche, l'effort européen est 50 % moindre que celui des États-Unis et du Japon. On ne s'étonnera pas, dès lors, que l'Europe prenne économiquement du retard sur ces deux pays. On peut même s'inquiéter en voyant la Chine amorcer son décollage technologique avec un effort de recherche qui augmente de 10 % par an. Une chose est sûre : pour résorber les déficits publics, il faut que notre commerce extérieur cesse d'être structurellement déficitaire. Personne ne peut vivre en achetant plus qu'il ne vend. Il faut impérativement faire rentrer de l'argent en France. Et ce ne peut être seulement avec des produits de milieu de gamme et les rares secteurs où la France excelle (Luxe, agro-alimentaire et – pour combien de temps – l'aéronautique). Notre pays sait mal valoriser ses inventions et force est de reconnaître que les dispositifs financiers mis en place à cet effet restent relativement peu opérants. Si elle attire facilement les capitaux étrangers, le problème de la nationalité des entreprises se posera à terme. Sur ces problèmes, une réflexion doit être menée avec ceux des pays européens qui partagent nos préoccupations. Faute de quoi nous n'aurons à offrir aux jeunes générations que des emplois de « services à la personne » et notre pays sera devenu un musée.

## **1.5 Diversifier les différentes formes de l'entreprise**

**Il n'existe pas qu'une seule forme d'entreprise. Les socialistes se doivent d'en populariser tous les types et en particulier de porter une attention plus grande au développement de l'économie sociale et solidaire dont certaines réalisations ont fait leurs preuves, notamment dans les secteurs de la banque et de l'assurance, et dont le champ mériterait d'être élargi.**

Là aussi des liens sont possibles avec les homologues de ces structures en Europe et même aux Etats-Unis. Ces réalisations sont peu médiatisées. A nous de les populariser et de les développer dans un projet économique tenant compte du capital humain, loin des excès du tout financier. Il y a là matière à un projet de société différent. Enfin, la France a été capable, dans le passé, d'impulser de grands projets, il faut y revenir. Les sujets ne manquent pas qui peuvent tourner autour de l'environnement, de l'eau, de l'agriculture, des transports de demain. Des appels à projets devraient être lancés au niveau national puis européen.

## **1.6 Redonner un sens à l'Europe**

**Nous sommes des Européens convaincus, mais force est de reconnaître que l'idée européenne est aujourd'hui en panne. C'est peut-être qu'elle apparaît aujourd'hui manquer de sens. L'Europe s'était jusqu'alors construite sur des visions fortes que tous les Européens pouvaient s'approprier.**

### ***a) Aux origines de l'Europe : la paix***

Lorsque les pères fondateurs ont pensé l'Europe c'était d'abord pour promouvoir la paix. Ils fondaient leur politique sur le partage de ce qui faisait alors la puissance (le charbon et l'acier), puis ils décidèrent

de consolider ce processus de paix par la construction d'une base économique commune.

Lors des politiques d'élargissement, l'avancée de l'Europe avait encore du sens. Il s'agissait de permettre aux pays sortant de la chape de plomb du « socialisme réel » d'intégrer un espace de liberté et de prospérité.

Depuis quelques années, les politiques développées ont moins de visibilité. On comprend bien le but ultime des traités : promouvoir une Europe politique qui se doterait d'une présidence pour assurer une certaine stabilité et une continuité dans les actions entreprises, permettre à l'Europe d'avoir une personnalité qui puisse parler en son nom dans les problèmes de politiques étrangères.

Mais la question est de savoir quels objectifs seraient visés au travers de cette gouvernance nouvelle. Le problème posé à l'Europe aujourd'hui est donc moins le comment faire mais le quoi faire, il est le contenu de ses politiques.

### **b) Des Européens aux préoccupations concrètes :**

On connaît les préoccupations des Européens, comment résister à la concurrence des pays à bas salaires, protéger leur niveau de vie, conserver une avance scientifique et technique : force est de constater que ces interrogations ne sont pas au cœur du débat public européen.

C'est peut-être pourquoi s'est développée progressivement une sorte d'indifférence à l'égard de l'Europe. C'est peut-être pourquoi aussi, lorsqu'on les interroge sur les traités, les Européens votent non. Non pas par refus de l'Europe mais par refus d'une Europe qui leur semble être devenue abstraite, éloignée des grands problèmes qu'ils se posent.

Leur premier problème étant bien évidemment celui de la mondialisation et de l'émergence de nouvelles puissances (Chine, Inde, Brésil) qui concurrencent nos productions, attirent un certain nombre de nos grandes entreprises qui délocalisent. Leurs inquiétudes vont s'accroître lorsqu'ils constateront que ces pays amorcent leur révolution technologique, qu'ils attirent de plus en plus, non seulement les entreprises ayant besoin de main d'œuvre mais aussi un certain nombre de centres de recherche et de développement. La Chine est par exemple, devenue le premier exportateur de produits TIC, même si ses exportations portent encore sur des produits de gamme courante (mobiles, lecteurs de CD, télévision).

Un rapport publié par Goldman Sachs fin 2003 sur les perspectives d'évolution de ce que les économistes appellent les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) montre que, dans moins de 40 ans, leurs économies cumulées pourraient être plus puissantes que les économies de l'ex G6 (Allemagne, France, Italie, Japon, Royaume Uni et USA). Pour sa part, la Chine pourrait dépasser l'Allemagne d'ici 2060, et deux seuls pays de l'ex G6 (USA et Japon) pourraient demeurer parmi les 6 plus grandes économies mondiales.

L'un des premiers objectifs pour l'Europe doit donc être de définir une politique industrielle prenant en compte les complémentarités entre les différents pays afin de pouvoir mieux réagir face à la concurrence mondiale.

### **1.7 Réduire les inégalités accentuées par la croissance de la population mondiale**

Cette croissance des pays émergents n'engendre pas nécessairement une réduction des inégalités à travers le monde. Car s'il y a rattrapage

global, l'accroissement de la richesse reste très mal réparti entre les pays et à l'intérieur même des pays. Selon les termes de la Banque mondiale, ce n'est pas la richesse qui se déploie dans le monde en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle mais, au contraire, la pauvreté.

### **a) Une vertigineuse croissance de population :**

Alors que la population va croître de 6,5 milliards à 7,6 milliards en 2020 pour atteindre un pic d'un peu plus de 9 milliards en 2050, aujourd'hui déjà :

– 20% de la population mondiale vit avec moins d'un dollar par jour (dont la moitié de la population de l'Afrique Subsaharienne et 3,5% de l'Europe centrale et orientale),

– 40% vit avec moins de deux dollars par jour (soit 2,5 milliards d'individus),

– Les 20% de personnes les plus riches possèdent 74 fois plus que les 20% les plus pauvres.

Ce phénomène est effectivement facteur de déséquilibres, de violences et de guerres, de détestation d'un modèle occidental qui laisse perdurer au niveau mondial de telles inégalités.

Le monde dans 30 ans sera plus global encore, les mobilités planétaires accélérées et les pressions migratoires plus fortes mais aussi plus diversifiées dans les demandes qu'elles recouvreront.

### **b) Le dossier des migrations :**

Le dossier des migrations sera l'un des plus importants dans l'avenir et un défi pour les systèmes démocratiques tant il touche l'humain dans la communauté mondiale. Aucune solution ne sortira ni d'une approche totalement sécuritaire, ni d'une approche seulement compassionnelle. Dédier une véritable administration humaine, formée, technologiquement équipée, équitable dans sa pratique à ce grand dossier des migrations est indispensable. Un grand ministère des migrations, ouvert à l'international, désespéré de ses questions d'identité, sera absolument nécessaire. Aucune politique de co-développement ne pourra s'échafauder sans mettre au cœur de celle-ci la question partagée des flux migratoires. Ces flux sont d'ailleurs les seuls et réels éléments de tension et donc de négociation entre les parties prenantes au « co » développement. Le reste n'est que business ou charité.

Parler seulement de régularisation est dépassé car ce ne serait pas parler de l'avenir, mais seulement évoquer nos échecs d'hier. Les migrations ne peuvent se penser en dehors d'une règle du jeu et de la régularité des flux d'entrée et de sortie d'un pays ou d'une région. Ce sera d'ailleurs le seul moyen de faire encore place demain à des dérogations prévues par nos conventions internationales et qui resteront nécessaires pour accueillir les persécutés, les sinistrés des guerres et des catastrophes naturelles.

## **2. Faire émerger des solutions nouvelles**

### **2.1 Réconcilier dynamisme économique et progrès social**

Nous voulons en France construire un modèle social gagnant. Nous savons qu'il ne pourra se réaliser qu'à partir d'une base économique renforcée.

Mais la différence entre nous et le pouvoir en place, c'est que nous sommes persuadés que notre compétitivité économique ne peut être basée sur un abaissement généralisé des salaires et de la protection sociale. Car, si nous voulions retrouver une compétitivité à partir de ces seuls critères, nous devrions alors accepter de très fortes régressions. Nous pensons, au contraire, qu'il existe un modèle de réussite économique qui permette de porter les valeurs de progrès et de justice sociale, fondement de l'identité socialiste.

A condition d'accepter de réformer !

### **a- Répondre à la crise de l'État Providence**

Vouloir sauvegarder notre régime de protection sociale ne saurait se confondre avec un immobilisme qui dégraderait dangereusement nos comptes sans pour autant résoudre le problème des inégalités. Cela doit au contraire nous amener à inventer des solutions à partir des changements de notre société depuis l'origine de notre État Providence, devenu obsolète.

Nous voyons bien que dans la dernière période, les inégalités en France se sont à nouveau creusées : montée du chômage, de l'exclusion, de la précarité sans que notre système de protection sociale arrive à les résorber.

Il nous faut donc nous réinterroger sur les causes de ces nouvelles inégalités et mettre en place les dispositifs permettant de les résorber.

Il y a bien sûr au premier plan un problème de partage de la richesse dans notre pays. Les politiques en cours se traduisent à la fois par une aggravation de la charge fiscale réelle sur les ménages et en même temps par un report de charges sans précédent sur les générations futures. Nous aurons à définir des propositions qui réintroduisent une réelle solidarité entre les différentes composantes du corps social.

Mais plus globalement, c'est tout notre régime de protection sociale qu'il nous faut réexaminer.

Le chômage d'aujourd'hui ne correspond plus au chômage des Trente Glorieuses où la règle était l'emploi à vie dans une même entreprise et où il s'agissait d'assurer une protection aux marges dans une société de la stabilité. L'entreprise n'a plus la même visibilité dans le temps, elle doit s'adapter aux variations de la demande, faire preuve de flexibilité. Les nouveaux salariés savent qu'ils devront changer d'entreprise, voire se réorienter dans d'autres domaines d'activité. Entre deux périodes d'activité, ils doivent pouvoir bénéficier d'une sécurité personnelle leur garantissant un maintien quasi-total de leur revenu pour suivre la formation qui leur permettra d'assurer leur reconversion.

Un certain nombre de pays ont choisi des régimes combinant une forte protection des salariés temporairement sans emploi tout en garantissant à l'entreprise une forte capacité de flexibilité.

Les pays qui ont adopté ces politiques de flexi-sécurité sont aussi ceux où le chômage est le plus bas. Les socialistes français devraient avoir quelque intérêt à regarder ces exemples de près.

Mais le chômage aujourd'hui n'est pas lié à la seule entreprise. Il résulte d'une crise bien plus profonde de notre société. Il n'est en effet pas uniforme dans tous nos territoires, il se concentre essentiellement dans ce qu'on appelle les « quartiers en difficultés ou les communes en difficulté » où il dépasse souvent les 20%.

Il est donc intimement lié aux inégalités sociales qui marquent notre pays et s'inscrivent géographiquement dans nos territoires.

Nous connaissons la situation de nos quartiers construits dans les années 60 et devenus de véritables territoires de relégation. Nous avons tenté d'y mener dans le passé des politiques qui s'inscrivent dans la seule problématique de ces quartiers. Elles ont échoué. La question était donc ailleurs : dans une paupérisation, une marginalisation et une forme de ghettoïsation croissante, à partir desquelles s'enclenche la spirale de l'échec et de l'exclusion.

### **b- Recréer l'école de la réussite**

Cette spirale commence dès l'école, car il est évident que les enfants des quartiers défavorisés ont, dès le départ, beaucoup moins de chances de réussir que les enfants fréquentant la ville centre.

Pour compenser ce handicap, il conviendrait que l'Education Nationale consacre beaucoup plus de moyens aux écoles classées en ZEP. Celles-ci devraient permettre aux enfants issus de milieux défavorisés d'y acquérir les bases culturelles dont ils ne bénéficient pas dans leur famille. Pour cela, ils devraient pouvoir faire l'objet d'un suivi personnalisé qui valorise et développe leurs capacités plutôt que d'être relégués au pied des barres et des tours de nos cités.

A ces 150 000 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire sans qualification, il faudrait pourtant redonner une deuxième chance de socialisation d'abord, puis d'orientation vers des métiers porteurs d'emploi.

C'est un véritable gâchis que de voir près de 20% des jeunes entre 15 et 24 ans se retrouver en marge du marché du travail. Et cette politique est d'autant plus nécessaire que notre seule ressource est la ressource humaine.

Dans la période haute du cycle qui vient (sans doute) de se terminer, nous avons, en raison de nos processus de marginalisation, pu voir à la fois des entreprises qui manquaient de main d'œuvre et un niveau de chômage qui restait élevé. Ce n'est donc par en supprimant des postes dans l'Éducation Nationale qu'on permettra à notre pays de bénéficier d'une main d'œuvre répondant au besoin de notre appareil productif. S'il faut faire des économies sur le train de vie de l'État, s'il est pertinent de s'interroger sur la multiplicité et la lourdeur de certaines administrations, du doublon des structures, du maquis des procédures, ce n'est pas l'Éducation Nationale qui devrait se trouver en première ligne. Il faut sans doute faire mieux, il ne faut pas pour autant faire moins.

### **c- Recomposer nos villes**

Cet échec scolaire est, on l'a dit, le symptôme plus général d'une rupture sociale qui s'inscrit géographiquement sur nos territoires. C'est donc à une véritable recomposition de nos villes qu'il faut procéder.

Pour changer la vie, il faut changer la ville. Nous devons nous attaquer à la fracture (constatée par tous les urbanistes) entre une ville centre en voie de gentrification, une première couronne paupérisée et une deuxième, voire une troisième couronne où les classes moyennes croyaient trouver un nouveau paradis. Elles y ont en fait rencontré des difficultés grandissantes de mobilité urbaine. Elles doivent aujourd'hui faire face à un coût croissant des déplacements sous l'effet de la montée du prix du pétrole.

Il est donc urgent de repenser la ville ;

- la repenser en termes de densité urbaine,

- la repenser en termes de mixité sociale.

Cela suppose de réintroduire de la mixité sociale dans nos centres villes, et dans nos banlieues aisées, de susciter parallèlement une nouvelle dynamique urbaine dans nos banlieues en y installant de nouvelles activités économiques, en y restaurant une réelle diversification des populations. C'est d'abord au travers de telles politiques que nous enrayerons l'échec scolaire, le chômage et l'exclusion.

## **2.2. Retrouver une nouvelle articulation entre politiques nationales et politiques locales**

### ***a- Reconnaître le fait métropolitain***

Depuis les lois Defferre sur la décentralisation et la loi Chevènement sur l'intercommunalité, le fait urbain a été superbement ignoré. La loi Raffarin, par exemple, l'a abordé exclusivement sous l'angle de la prise de compétence de l'aide à la pierre. C'est pourtant nos villes qui concentrent aujourd'hui la majorité des habitants de notre pays. C'est dans nos villes que se concentre la production de richesse, mais aussi la précarité.

Nous craignons que l'État français n'ait pas compris que la mondialisation n'abolit pas la géographie. Les entreprises s'affranchissent des États mais elles restent liées à des territoires.

Aujourd'hui, toute la planète est en voie de réorganisation autour de nœuds métropolitains (souvent gigantesques) qui réunissent un même marché du travail et concentrent les fonctions intellectuelles. Demain, par exemple, la région métropolitaine en train de se mettre en place entre Hong-Kong et Canton comptera plus de 60 millions d'habitants.

En Europe, la construction de lignes ferroviaires à grande vitesse est en passe d'intégrer Londres et Paris, Paris-Lyon-Marseille et l'Italie du Nord, Paris-Lille-Bruxelles et les Pays Bas, Francfort-Cologne et les réseaux français. Au sud, Lisbonne/Séville-Madrid-Barcelone-Bilbao et Bordeaux seront connectées à ce réseau. Ainsi, se dessine au cœur de l'Europe de l'Ouest une nouvelle structure spatiale : une série de régions métropolitaines interconnectées à moins de trois heures de distance entre elles.

Ces villes dépassent évidemment les structures institutionnelles héritées du passé pour devenir des métropoles multipolaires. C'est d'elles dont dépend largement l'avenir de notre pays. Et pourtant cette évolution est largement ignorée du gouvernement.

Nous avons longuement parlé de la ville. Mais lorsque nous parlons de la ville, notre point de vue ne reflète pas un quelconque nimbisme urbain. En parlant des villes, nous parlons aussi de tout notre territoire. Parce qu'il existe aujourd'hui un nouveau rapport entre ville et campagne, il n'y a plus de fractures entre les deux, mais au contraire des interdépendances croissantes. C'est désormais, la vie de tout un territoire, urbain ou rural qui s'organise autour d'une ville et les territoires ruraux sont d'autant plus dynamiques qu'ils peuvent bénéficier d'une dynamique urbaine forte.

Ce qui ne veut pas dire qu'il faille organiser comme l'État le fait aujourd'hui le retrait des territoires ruraux : hôpitaux, tribunaux, bureaux de poste... Nous savons l'importance au niveau local de services publics organisant accueil de la petite enfance, les transports locaux, prenant en charge les problèmes de santé. Plus encore,

il faut s'attacher à renforcer l'économie résidentielle, à aider les entreprises des territoires ruraux à passer le cap de la performance et de l'élargissement de leur influence économique, fixant ainsi l'activité au plus près des habitants.

L'invention d'un nouvel équilibre, autour de services publics de proximité efficaces et d'accès aux services structurants facilités est un enjeu d'aménagement du territoire auquel nous trouvons chaque jour des réponses pragmatiques, adaptées, territoires par territoires. Tirons en des conclusions pour en exposer la cohérence et démontrer notre capacité à inventer ces nouvelles solidarités.

### ***b- Cesser de stigmatiser des collectivités locales porteuses de développement national***

Les collectivités locales doivent faire face aujourd'hui à une offensive de l'État. Elles doivent subir une décentralisation imparfaite - car jacobine et pas assez volontariste - et un discours stigmatisant les collectivités locales. Les élus locaux sont tenus d'appliquer des lois et des décisions gouvernementales auxquelles ils n'ont pas été associés, sans avoir les moyens financiers, humains et techniques. Cette contradiction renvoie les élus locaux face à des difficultés quotidiennes, souvent insurmontables.

Car il leur reste peu de leviers pour mettre en œuvre des politiques ambitieuses. Le discours de l'État qui consiste à pointer du doigt la hausse de la fiscalité locale, tout en diminuant ses dotations, est particulièrement hypocrite. On ne peut vouloir indéfiniment donner des compétences nouvelles aux collectivités tout en diminuant les impôts locaux.

La fiscalité est donc l'un des enjeux majeurs pour répondre aux besoins de nos populations, dans les domaines du quotidien, mais aussi pour anticiper les mutations de nos sociétés et assurer la compétitivité de nos territoires.

Les collectivités locales sont pourtant autrement plus vertueuses que l'État. Depuis 1982, l'évolution de l'endettement des administrations publiques locales au sens de Maastricht est 3 fois inférieure à celle de l'État (en pourcentage du PIB). Contrairement à l'État, les collectivités locales sont relativement peu endettées, alors qu'elles préparent l'avenir en finançant des actions pour l'éducation, la recherche et l'innovation, la santé...

En 25 ans, la part des collectivités locales dans les dépenses publiques de la nation n'a cru que de 4% (elle représente aujourd'hui 21%). Dans le même temps, la part des villes, intercommunalités, départements et régions dans les investissements publics est passée de 66% à 73%. Ces derniers investissent plus (ce sont les premiers investisseurs locaux), contiennent relativement bien leurs dépenses, et leur coût de fonctionnement a diminué. Difficile de faire beaucoup mieux dans le contexte actuel...

Aujourd'hui, ce sont donc les collectivités qui tirent la croissance vers le haut et préparent au quotidien, la France de demain.

### ***c- Simplifier le « mille-feuilles » de nos institutions locales***

Si l'on voulait s'attacher réellement à générer des économies, il faudrait chercher ailleurs.

L'articulation des différents échelons de responsabilités est incohérent et la répartition des compétences manque de clarté, ce qui gé-

nèrent d'autres difficultés. Pour accroître l'efficacité et la lisibilité des collectivités, il est nécessaire de démêler le « mille-feuilles » de compétences entre les Régions, Conseils Généraux, Communes et Intercommunalités. Cette superposition est préjudiciable pour tous : elle génère aujourd'hui beaucoup de dépenses tout en freinant l'efficacité. Elle illustre, en fait, une tendance à la dépolitisation et à la déresponsabilisation de l'État dans ce domaine.

Le summum, de ce point de vue, est évidemment l'Île de France où le morcellement des territoires atteint son paroxysme entraînant une certaine paralysie économique, une concurrence des communautés d'agglomération entre elles et des phénomènes de ségrégation sociale (vers le haut et vers le bas) que viennent périodiquement souligner les phénomènes de violence urbaine d'un niveau inconnu dans les autres grandes agglomérations françaises. Il serait dommageable que la gauche n'ait pas de positionnement commun sur de tels problèmes et laisse Nicolas SARKOZY à la manœuvre pour définir ce que doit être le Grand Paris.

Il est donc nécessaire de simplifier les règles, et d'instaurer une véritable relation de confiance avec l'État, afin d'aboutir à un vrai et vaste mouvement de décentralisation, aux bénéfices partagés.

### **2.3. Donner un nouvel espace aux acteurs sociaux :**

Aujourd'hui tout passe par la loi, or, nous le savons bien, tout ne peut être réglé par elle seule. Nous le voyons dans le cadre du débat sur les 35 heures ou encore dans celui des retraites. Une véritable méthode de gouvernance doit se construire dans le dialogue social, ce qui suppose des partenaires sociaux forts, diversifiés et représentatifs. Et de ce point de vue, nous avons sans doute nous aussi à faire notre autocritique car nous n'avons pas été les derniers à vouloir changer notre société uniquement par la loi.

Nous sommes déjà souvent plus innovants au niveau local, où nous fondons la stratégie de développement de nos territoires avec le monde économique, universitaire, syndical.

De la même manière, nous nous appuyons souvent très fortement sur le monde associatif pour développer les politiques que nous souhaitons mener.

Au niveau local, nous donnons ainsi l'exemple de ce que devraient être les nouveaux rapports entre un nouveau gouvernement et la société civile.

## **3. Le moment écologique : un nouveau défi pour l'humanité**

De tout temps, l'homme a imprimé sa marque à la nature, c'est grâce à cela que l'humanité a progressé. Mais si pendant des siècles, il a su entretenir avec elle un rapport fait de respect, de méfiance mais aussi d'harmonie, l'époque moderne a bouleversé cet équilibre en le rendant « maître et possesseur de la nature ».

Si jadis l'homme devait décrypter le monde pour s'en assurer la maîtrise,

il sait désormais qu'il peut ébranler irrévocablement l'équilibre de la planète. Ce qui lui donne la responsabilité d'en assurer la pérennité.

En quelques décennies, les impacts sanitaires, sociaux et économiques liés aux activités humaines sur notre environnement se sont accélérés.

Nos modes de production, de consommation, de vie bouleversent chaque jour un peu plus les équilibres écologiques. Nous ne pouvons en ignorer les inévitables conséquences même si nous ne cédonons ni à l'alarmisme ni à la résignation. Ce qu'il nous faut, c'est être des élus et citoyens conscients et responsables.

### **3.1. Épuisement des matières premières : des quotidiens bouleversés.**

Lorsqu'une ressource en libre accès est en diminution, l'intérêt de chacun est d'en prélever le plus possible, alors que l'intérêt collectif est de la sauver...

Or le quotidien de nos sociétés occidentales repose sur un large socle composé de ressources naturelles et de matériaux dont les réserves s'amenuisent de plus en plus vite.

D'après les estimations de la BP Statistical Review of World Energy, il nous reste en moyenne 50 ans de pétrole et de gaz naturel, et 150 ans de charbon. L'AIEA estime, quant à elle, qu'il reste des réserves d'uranium pour 32 ans. Ces énergies fossiles nous permettent de produire électricité, chaleur, carburant, revêtements routiers, cimenterie, sidérurgie, pétrochimie, etc... Elles représentent 86% des énergies primaires aujourd'hui.

La crise des matériaux est également palpable. Le fer, le nickel, le cuivre, le plomb, le zinc, l'aluminium... se trouveront en quantité limitées d'ici 20 à 80 ans (estimations de l'U.S. Geological Survey/Bureau de recherches géologiques et minières -BRGM). Or, leurs applications concernent des champs divers tels que l'industrie (automobile, aéronautique, chimique...), la médecine, l'électricité, l'électronique, les revêtements de surface, les transports, les travaux publics, les emballages...

Conséquence directe : l'envolée des prix des matières premières, de plus en plus chères, de plus en plus rares.

Notre quotidien pourrait vite se trouver bouleversé par ces changements car les ressources qui nous sont nécessaires ne se régénèrent pas à la même vitesse que la demande des populations, en croissance constante. Nous avons pris conscience que nous vivons dans une planète finie. Il nous faut nous « désaccoutumer » au plus vite, développer et inventer de nouveaux modèles et réapprendre à jouer plus collectif et à adapter notre demande en réexaminant nos besoins. Nous ne pourrions compter uniquement sur les progrès techniques et scientifiques pour éviter de prévisibles écueils...

Nous sommes concernés à l'échelle de la planète par ce stress écologique sans précédent, et nous devons affronter ces faits avec une grande lucidité.

### **3.2. Des prévisions démographiques amplifiant ces phénomènes**

La croissance mondiale de la population que nous avons déjà évoquée aggrave ces problèmes. Aujourd'hui, avec le cap des 6 mil-

liards d'habitants a été dépassé en 1999, il y a sur terre 1,8 ha. globaux disponibles par personne de terres et de mers biologiquement productives. Cette surface va diminuer au fur et à mesure que la population augmentera, créant un déficit écologique (celui-ci étant plus important dans les pays riches). Nous vivons aujourd'hui comme si nous avions plus d'une planète à notre disposition. L'extension des modes de vie « à l'occidentale », notre rapport à la nature, aux animaux, à l'espace et aux ressources limitées de la planète doit se renouveler si nous ne voulons pas être confrontés à des conséquences irréversibles.

### **3.3. Crise énergétique, réchauffement climatique**

Autre conséquence reconnue par tous, l'impact des émissions de gaz à effet de serre anthropiques en très grande quantité, « stockées » dans l'atmosphère et induisant les phénomènes de réchauffement climatique. Les activités industrielles, agricoles, nos transports quotidiens, la construction et le chauffage de nos logements ou encore la déforestation, ont en effet connu une croissance exponentielle depuis quelques décennies, et nous avons mis beaucoup de temps à en admettre les effets.

Les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre sont les secteurs du transport et du bâtiment. Nous allons devoir allier, dans le futur, sobriété, efficacité et substitution énergétique. En 2020, l'Europe devra avoir diminué de 20% ses émissions de CO<sub>2</sub>, avoir 20% d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique et avoir réduit de 20% ses consommations d'énergie. La France en 2050 devra avoir divisé par 4 ses émissions de gaz à effet de serre.

Car, faute de nouvelles mesures pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, la température moyenne de la planète s'élèvera d'après le GIEC de 1,8 à 4°C supplémentaires au cours de ce siècle, après avoir augmenté de plus de 0,7°C au cours du siècle passé. Et nous pouvons craindre des catastrophes naturelles à répétition (canicules, tsunamis, cyclones...).

Le rapport Stern, en 2006, a estimé le coût lié au seul réchauffement climatique à 5500 milliards d'euros.

### **3.4. Modifier notre rapport à l'espace**

Nos villes actuelles sont de grosses consommatrices de ressources. Il est fondamental de développer de nouveaux « modes de villes » : en les densifiant pour rationaliser nos déplacements, concentrer les services, offrir plus de logements, privilégier les espaces verts. Mais aussi en limitant la place de la voiture et en offrant des alternatives variées pour les déplacements, en prônant et facilitant l'habitat écologique, l'architecture et l'urbanisme bioclimatiques, etc. Une meilleure conception des villes constituera un élément de réponse non négligeable au réchauffement climatique. Un certain nombre d'actions doivent être engagées d'urgence. Concernant les déplacements, il faut non seulement densifier les villes, afin de permettre aux populations d'avoir accès aux services essentiels sans devoir utiliser de véhicules motorisés, mais repenser totalement nos politiques d'aménagement du territoire. Les zones d'urbanisation devront être développées autour des grands axes de transports en commun, afin d'éviter de laisser proliférer de manière anarchique des banlieues pavillonnaires. Pour l'habitat, il est impératif de lancer un grand projet d'isolation de l'habitat ancien. Ces investissements lourds, 13 milliards d'euros estimés par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), auront l'avantage d'être rentables à moyen terme et d'être un marché pour les artisans du bâtiment.

## **3.5. Développer les éco technologies**

Cette mutation de notre modèle économique ne représente pas seulement une suite de contraintes, elle offre aussi une fantastique opportunité de faire muter une partie de notre appareil industriel.

Car l'enjeu écologique devient aussi aujourd'hui un enjeu économique majeur. Anticiper la production d'énergies nouvelles, faire muter l'industrie vers les cleantechs, investir en R&D, sont autant d'opportunités d'innovations et d'emplois. Ce sont même des leviers de croissance. Ainsi en 2006, 1,5 milliards de dollars avaient été investis dans les cleantechs (principalement aux Etats-Unis). Ce chiffre est comparable à ce qu'avait été investi dans les TIC en 1996. Autant d'arguments pour positionner la France sur cette révolution tant écologique qu'économique.

## **4. Un autre type de société**

La société française n'a plus guère à voir avec ce qu'elle était encore au début du 20ème siècle.

### **4.1. L'allongement de la vie**

Actuellement en France et dans les pays développés, nous vivons en moyenne 700.000 heures. Nos grands parents vivaient en moyenne 500.000 heures et nos enfants vivront 800.000 heures. Autrement dit, nous avons gagné 300.000 heures d'espérance de vie en un siècle, soit 25 années complètes.

La proportion de séniors par rapport à la population active va donc fortement augmenter. On va passer de 383 séniors pour 1000 actifs à 782 pour 1000 en 2050, entraînant un déséquilibre accru, entre ces deux catégories de population.

Nous ne pouvons donc pas nous dispenser de repenser nos régimes de retraites. De même les enjeux du vieillissement, de la prévention, du lien entre santé et environnement deviendront, de plus en plus, des enjeux majeurs.

Or, le système de santé est immuable depuis 1958. Il y a urgence pour l'hôpital et encore plus pour la médecine générale qui disparaît peu à peu de nos territoires. Il y a urgence à repenser la place respective des hôpitaux et des cliniques. Il y a urgence surtout pour notre parti à prendre position sur l'installation des jeunes médecins, sur le secteur II, sur les dépassements d'honoraires et surtout sur le financement de l'assurance maladie.

Ces valeurs sont au cœur de notre sécurité sociale. Le Parti Socialiste est le parti de la CMU, du RMI, de l'APA et la CSG, il doit redevenir un parti innovant qui propose aux Français une politique globale pour répondre à leur première préoccupation qui est la santé durable.

### **4.2. Un autre modèle civilisationnel**

*a) Une réduction continue du travail au cours de notre vie*

Au-delà de tous les débats actuels (35 heures, allongement de la durée du travail...), il faut constater que sur nos 700.000 heures de vie, le travail salarié en représente entre 64.000 et 70.000 heures. Nous y consacrons 10% de notre existence, contre 40% au moment de la révolution industrielle.

Il nous reste donc, après avoir étudié, travaillé et dormi, près de 60% de notre temps disponible pour faire « autre chose » contre 20% avant 1914. Comme le disait Jean Fourastié « on entre dans la civilisation des vies complètes ». C'est ce temps consacré à la vie personnelle qui crée un nouveau type de civilisation où la réalisation personnelle devient de plus en plus un objectif primordial. Cette révolution est évidemment considérable du point de vue social.

### **b) Un autre rapport au travail**

Le rapport de l'homme au travail s'en trouve changé. Hier, on se définissait d'abord par son travail, on avait conscience d'appartenir à une même classe. Aujourd'hui, le reste du temps devient essentiel. Ce sont les différences de modes de vie qui fondent ce que Michel Maffesoli appelle « le temps des tribus ».

- Cette disparition de la conscience de classe a été d'autant plus accentuée que le travail lui-même a éclaté. On a d'abord vu se développer un chômage de masse, la précarisation d'un nombre de plus en plus grand de personnes et surtout des phénomènes d'exclusion touchant une grande partie de notre société (10 à 15% de la population).

- Cette dernière partie de la population bénéficie d'une forte part des transferts sociaux au grand dam d'un certain nombre de classes populaires et même de classes moyennes, qui se voient passer d'un statut de bénéficiaires de l'Etat Providence, à un statut de contributeurs nets des transferts sociaux. Entre ces différentes classes, le fossé ne peut que s'approfondir.

C'est pourquoi les groupes sociaux sont aujourd'hui de plus en plus clivés : chacun craignant que l'effort de solidarité effectué pour ses « voisins » pèse sur son propre revenu.

Le problème est d'autant plus sensible que pèse sur ces couches sociales le soupçon d'avoir transformé les protections d'hier en un monde d'assistantat.

Il est donc pour nous capital de réunifier cette périphérie exclue et la société salariale en définissant des politiques plus aptes à recréer des dynamiques sociales dans notre pays.

Le RSA peut donc être critiqué dans ses modalités (redéploiement de crédits jusque là affectés à la prime de retour pour l'emploi), il ne peut être contesté dans ses fondements. Notre réflexion doit donc nous amener à favoriser les mutations choisies plutôt que des mutations subies.

- Au sein même de ceux qui ont un travail salarié, la conscience d'appartenir à un même groupe s'est elle aussi affaiblie. A l'époque du taylorisme, le travail à la chaîne créait une solidarité entre tous, conscients d'être partie prenante d'un même Process de production. Aujourd'hui avec l'individualisation du travail qu'a entraîné par l'entreprise nouvelle, chacun a de plus en plus un objectif individuel à atteindre. Ses contacts avec les autres membres du groupe se restreignent. Sa vie professionnelle déborde sur sa vie personnelle. Les frontières entre travail et non travail sont diluées.

C'est l'ensemble de ces mutations (plus quelques autres : augmentation du nombre de divorces, de familles monoparentales, de familles recomposées...) auxquelles la gauche a aujourd'hui à apporter des réponses pour redonner à tous la volonté de vivre ensemble.

### **4.3. La condition de la femme : révélatrice du degré de civilisation d'un pays.**

Les femmes ont été au cœur de ces mutations.

Le parti socialiste est féministe. Il le disait déjà dans les années 70, aujourd'hui il l'affirme dans ses principes.

Les acquis de la deuxième moitié du XXème siècle dans les sociétés avancées - droit de vote, accès des femmes à la maîtrise de leur corps (par la contraception et le droit à l'IVG), progression de la scolarisation et de la formation - ont considérablement transformé la vie des femmes, leur place dans la société, l'image qu'elles ont d'elles-mêmes, et la conviction du rôle qu'elles doivent jouer. Mais dans le même temps, comment ne pas voir qu'elles subissent encore des discriminations importantes dans le travail, dans la société, dans le jeu des pouvoirs et en particulier du pouvoir politique.

La question qui se pose aujourd'hui aux socialistes est de savoir s'ils veulent accompagner cette transformation des relations entre les hommes et les femmes, et favoriser la mise en place d'une société équilibrée et harmonieuse où chacun aura sa place à égalité.

Sur les questions d'emplois, les femmes sont les premières touchées par le travail à temps partiel subi. Elles sont les plus sujettes à de mauvaises conditions de travail, aux humiliations, au harcèlement sexuel. Leur salaire reste toujours très inférieur à celui de leurs homologues masculins et très peu d'entre elles accèdent aux postes de responsabilité.

De même, pour les retraites, le différentiel reste important avec les hommes.

Concernant la famille, 90% des familles monoparentales ont une femme pour chef de famille, et 46% de ces foyers sont au dessous du seuil de pauvreté.

Par ailleurs, en termes de logement, les femmes sont les plus exposées à la précarité et beaucoup de femmes seules avec enfants logent chez leurs parents, ce qui rend toute vie personnelle difficile.

Cette situation ne touche pas que les couches les plus modestes, les femmes des couches moyennes sont elles aussi en proie à de graves difficultés financières ou personnelles, en particulier à cause de la dégradation des salaires. Il est plus qu'urgent de faire respecter les lois Roudy et Génisson.

Au-delà de ces problèmes, on peut constater d'une montée progressive des intégrismes religieux qui peuvent remettre en cause les droits les plus fondamentaux des femmes.

L'un des pires signes de la stagnation de l'amélioration de la condition féminine est la violence faite aux femmes, le nombre de morts par violences et les viols restent très élevés. Face à ce phénomène, les lieux d'accueil pour femmes battues trop peu nombreux.

C'est aussi toute l'éducation de la société dans son ensemble, en commençant dans le primaire et au collège qu'il faut revoir pour réapprendre le respect mutuel et l'égalité.

En outre, les associations de droits des femmes (CIDF, MFPF, par ex.) sont dans une situation financière toujours très instable, voire précaire, qui ne favorise pas les actions de prévention.

Au sein même de notre parti, leur reconnaissance est insuffisante.

Faisons scrupuleusement respecter la loi sur la parité, dans son esprit et pas seulement dans sa lettre, ce qui implique de permettre aux femmes de se présenter dans des circonscriptions gagnables.

Faisons que les structures intercommunales, comme les Conseils Généraux, soient assujettis à la loi sur la parité.

Donnons nous aussi pour le secrétariat, le bureau et le conseil national une règle paritaire, applicable dans toutes les instances fédérales.

Rappelons ce que nous disions en 2005 : « le féminisme est un projet politique de transformation sociale et sociétale. Lorsque les relations entre les femmes et les hommes changent, c'est toute la société qui est amenée à changer ».

### 4.4. Assurer les solidarités numériques

Les bouleversements introduits par le numérique et les réseaux renouvellent la capacité d'action de l'Etat et des collectivités publiques et leur permettent de nouvelles relations avec les citoyens et les usagers du service public. Pourtant, au cours de la décennie écoulée, l'échelon national, qu'il s'agisse de la majorité en place ou du Parti Socialiste, a abordé le numérique en général et Internet en particulier comme une menace et non pas comme une opportunité.

Services aux personnes, aux entreprises, mutualisation des connaissances et des expériences entre administrations, débat public, c'est en région que le numérique est rentré dans le quotidien. Ce sont les territoires, régions, départements et communes qui se sont appropriés le numérique pour ce qu'il était : un outil, un matériau, ni intrinsèquement bon ni intrinsèquement mauvais. Internet c'est comme le béton, cela dépend de ce qu'on choisit d'en faire : la Sagrada Familia ou une prison haute sécurité.

Pendant que les censeurs et les Big Brothers de tous ordres se déchaînaient au niveau national, les régions entraient sans éclat et de façon pragmatique dans la révolution numérique ; les collectivités territoriales sont aujourd'hui les porteurs de l'administration électronique – et c'est à juste titre qu'elles se plaignent de l'absence de l'Etat à leurs côtés<sup>(1)</sup>.

De l'urgence de réduire une double fracture 89% des cadres supérieurs disposent d'un ordinateur à la maison, 82% sont connectés à Internet ; la proportion passe à 61% et 38% pour les ouvriers<sup>(2)</sup>. Cette différence n'est pas seulement le reflet des différences sociales, elle marque un retard de la France dans l'appropriation du numérique : seulement 56% des foyers sont connectés à Internet en France (classée 11e sur 15 pays européens) contre 76% au Danemark, 73% en Suède, 63% au Royaume-Uni, 61% en Allemagne<sup>(3)</sup>.

Cette fracture n'est pas non plus uniquement sociétale, elle est également territoriale : de nombreuses zones blanches où l'ADSL n'est pas accessible subsistent, et si les chiffres officiels font état de 3% des foyers non raccordables ou ne disposant pas d'un débit 'utile' (estimé à 1 Mbs ou +), notre pratique en région nous montre qu'elle est sans doute beaucoup plus importante, avoisinant vraisemblablement les 10%.

Les collectivités locales sont les mieux à même d'agir sur cette double fracture, qu'il s'agisse de l'équipement des ménages ou du déploiement des réseaux ; reste à l'Etat à leur en donner les moyens, par exemple à travers la création d'un fonds de concours qui aurait pour objet : - d'aider les publics les plus défavorisés à entrer en possession d'un

équipement informatique et à lui donner accès au haut débit à travers un abonnement à tarif social ;

- de résorber les zones blanches rémanentes par une participation au financement des réseaux territoriaux d'initiative publique.

## 5. Une ligne claire pour le Parti socialiste

Nous le disons et nous le répétons : nous ne sommes instrumentalisés par personne, nous voulons seulement servir notre parti.

Avec le Congrès de Reims, il n'est pas question de brûler les étapes.

Nous avons précisé notre objectif dans notre déclaration de principe.

Nous savons qu'un immense chantier est devant nous et nous sommes persuadés qu'il appartient au futur Premier Secrétaire de le conduire sereinement et activement.

C'est en définissant nos positions, en les affinant, que nous pourrions retrouver notre crédibilité. Car c'est cette démarche qui nous permettra de quitter les eaux glacées des ambitions personnelles, où les calculs égoïstes guident les moindres commentaires et toutes les alliances.

Qui peut dire aujourd'hui quelle est la position du parti sur l'Europe, les 35 heures, les retraites ?

A quoi bon aller sur le terrain quand les leaders disent tout et son contraire au gré des micros qu'ils rencontrent ?

Quand cesserons-nous d'être hésitants, tièdes, pusillanimes, pour le plus grand bonheur d'une droite qui a fait du mensonge un art de gouverner et nous renvoie systématiquement dans le camp de l'immobilisme ?

Il nous faut donc tenir les deux bouts de la chaîne. Reconquérir le domaine des idées, trop longtemps délaissé, mais aussi être proches, sur le terrain. Nous le sommes dans les territoires.

Nous sommes incapables, comme nous venons de le voir dans les pages précédentes, d'appréhender le monde, un monde complexe et brutal, un monde volatil mais aussi porteurs de perspectives nouvelles.

C'est bien en redonnant du sens, comme les clubs avaient su le faire au fil des années 60 et 70 que l'on se donnera les moyens d'affronter les batailles à venir.

Car la bataille est d'abord intellectuelle, il faut d'abord regagner l'hégémonie de la pensée pour construire de futures victoires.

Le Parti doit penser et formuler un projet, dans le débat et l'échange, dans la polémique et l'intelligence, dans la recherche et l'innovation, tandis qu'ensuite le candidat détermine le programme, la victoire étant le fruit d'un mariage entre projet et candidat.

(1) : Christian Paul, *Le défi numérique des territoires- Réinventer l'action publique*, Autrement, 2007

(2) : CREDOC, *la diffusion des technologies de l'information dans la société*, nov. 2006

(3) : GFK, avril 2008

Sans cela, le parti se recroquevillera toujours plus sur lui-même, il se condamnera à devenir un parti d'élus, où les jeunes sympathisants adhèrent parce qu'ils sont collaborateurs d'élus, puis militent pour décrocher un mandat, vieillissent et sont élus, embauchent de nouveaux collaborateurs, et puis, effet de l'âge et goût immodéré du pouvoir, ferment le plus longtemps possible la porte aux jeunes générations désireuses elles-mêmes de partager les fruits de ce pouvoir.

Ouvrons portes et fenêtres pour sortir de cette schizophrénie !

Pour y arriver, il est vital d'entretenir l'adhésion populaire constatée pendant la campagne présidentielle de 2007, élan malheureusement brisé dans une large part par nos propres querelles internes.

Il est grand temps de repenser notre mode territorial d'organisation, afin que le parti de masse que nous appelons de nos vœux, le parti ouvert qui s'affronte au quotidien et se confronte aux réalités soit un parti qui parle la langue de la France, la langue que comprennent les Français.

### **5. 1. Des propositions :**

La décentralisation en partie réalisée dans le pays, doit trouver son prolongement au sein même du PS.

Quels doivent être les principes de cette décentralisation ?

Les structures locales du PS doivent être renforcées. Si les fédérations gardent leur importance, elles doivent être réunies dans des comités régionaux, dotés de véritables et nouvelles compétences.

Des accords cadres doivent être négociés entre Solférino et ces comités régionaux qui fixent le cahier des charges que chaque région doit respecter.

C'est dans ce mode d'organisation que les régions élaborent leur projet et leur programme, et en premier lieu pour les élections régionales.

Les fédérations doivent travailler également de la même manière pour l'élaboration des programmes départementaux et municipaux.

Ce sont les comités régionaux, irrigués par les informations venant du terrain et des sections, qui garantissent l'émergence de jeunes élus et améliorent la représentation des minorités visibles.

Dans le même temps, proches du terrain, ce sont les fédérations qui doivent élaborer, en liaison étroite avec les comités régionaux, les accords électoraux avec les autres partis de gauche.

Le Bureau National sera transformé en assemblée de représentants régionaux désignés par les coordinations régionales (un conseil de développement comme ceux que nous développons au niveau local et qui aurait un rôle de médiation entre le national et le local).

Par ailleurs, le national élabore collectivement des contrats d'objectifs déclinables en cahier des charges destinés aux instances régionales. Pour ne citer qu'un seul exemple, la question des banlieues et des cités doit être abordée dans ce cadre là.

### **5. 2. Le parti de masse et le fonctionnement interne du PS**

Nos propositions sont simples :

Généralisation de la carte à 20 euros pour ouvrir le PS au plus grand nombre.

Organisation de conventions thématiques (regroupant militants, sympathisants, et experts) correspondant à chaque délégation du secrétariat national.

Chaque congrès doit prévoir un programme de travail d'élaboration du projet du PS. On ne peut imaginer de s'approcher d'un congrès sans que l'on élabore un projet. Sans cela, les querelles de personnes prennent le pas sur les enjeux politiques.

### **5. 3. Des primaires de masse**

Prenant en compte les effets du quinquennat, le candidat de la gauche doit être désigné dans le cadre d'une primaire à l'italienne, les électeurs devant être inscrits sur les listes électorales.

Pour les scrutins locaux, sur la base des listes électorales, les sympathisants déclarés choisiront leur candidat aux élections uninominales, ainsi que les têtes de liste aux municipales ou régionales.

Et pour en finir avec les sempiternelles hypocrisies sur le cumul des mandats, toujours annoncé, jamais réalisé, nous plaçons pour une limitation du cumul dans le temps.

Tout élu ne pourra avoir plus de deux mandats : locaux ou local et national, ou local et européen. On ne peut être sénateur et député européen. Les mandats nationaux et locaux seront limités à trois mandats consécutifs.

Le renouvellement des conseillers généraux s'effectuera une fois tous les six ans.

Les représentants aux structures intercommunales seront élus au suffrage universel, le jour du renouvellement des conseils municipaux. Le droit de vote des étrangers, après 5 ans de résidence légale, sera institué aux élections locales.

Un redécoupage des circonscriptions électorales s'effectuera dans le cadre d'une commission représentative placée sous l'autorité du Conseil d'Etat.

La généralisation de la proportionnelle au Sénat renforcera la représentativité de la Haute Assemblée, qui doit être la collectivité des territoires.

### **5. 4. Un statut pour les élus**

A l'image du rapport critique qu'ils entretiennent avec les partis, les citoyens ont des rapports distendus avec les élus et la « classe » politique. Élément indiscutable de la crise de notre démocratie représentative, cette perte de confiance appelle des réponses énergiques, mais passe aussi par la mise en place d'un véritable statut de l'élu.

Sans lui, comment permettre à tout citoyen de s'engager, de « faire de la politique, de se présenter à des élections, de briguer un mandat ? »

Cet exercice ne doit pas être réservé à certains, et doit être neutre tant au plan financier qu'en terme d'incidence sur le déroulement de la carrière professionnelle.

Les principes d'élaboration d'un statut de l'élu reposent ainsi sur :  
- une rétribution équitable,

- une garantie réelle de retrouver un emploi lors du retour à la vie professionnelle,
- des droits équivalents aux autres salariés en matière de retraite et de protection sociale,
- le droit au chômage,
- la tolérance zéro pour les élus coupables de corruption,
- l'obligation d'effectuer régulièrement des compte-rendus de son mandat.

Si le parti socialiste est capable de cette réforme sur lui-même, à la fois de cet effort renouvelé de la pensée et de cette mutation de son fonctionnement, alors il redeviendra crédible ! Il sera à nouveau proche des citoyens. Il saura en exprimer les aspirations dans un projet qui sera aussi crédible pour l'avenir de la France. Et alors au niveau national nous pourrons remporter la victoire.